

15,50/20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Complémentaire ENM 2nd grade

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



La loi pénale se définit comme l'ensemble des règles édictées dans une société de droit afin de préserver l'ordre public et la paix sociale. À ce titre, la loi pénale édicte l'ensemble des comportements réprouvés que constituent les infractions pénales et fixe le régime juridique de la répression de ces dernières. L'édition de la loi pénale qui doit répondre dans une société de droit comme la France à des impératifs de clarté, de lisibilité et d'accessibilité relève de la souveraineté étatique et s'applique à tous de manière identique, l'égalité de tous devant la loi étant un principe constitutionnel. C'est donc tout naturellement que la loi pénale va s'appliquer aux infractions commises sur le territoire français. C'est le principe traditionnel de la territorialité de la loi française.

Parfois, la loi française va devoir s'appliquer lorsque des infractions sont commises en dehors du territoire. C'est ce que l'on appelle l'application extra-territoriale de la loi.

En premier lieu, la loi française peut recevoir application lorsque des infractions commises à l'étranger concernent des nationaux, qu'ils en soient l'auteur ou la victime. C'est ce que l'on désigne communément la compétence personnelle de la loi française. Le droit français admet cette compétence mais il le soumet à un régime restrictif afin d'une part de ne pas porter atteinte à la souveraineté de l'Etat étranger sur le territoire duquel les faits ont été

N°

1/1

commis, d'autre part de pallier les lacunes éventuelles de ce droit et enfin d'assurer la protection des nationaux qu'il s'agisse de droits de la défense ou de la protection de la victime.

Par ailleurs, la loi française trouve parfois application par des faits commis en dehors du territoire national par des personnes de nationalité étrangère. C'est ce que l'on appelle la compétence universelle de la loi française. La tendance actuelle est celle de l'universalisation de la loi française notamment au regard de la lutte contre le terrorisme et la criminalité internationale organisée afin de permettre une riposte plus efficace.

L'application extra-territoriale de la loi pénale française permet-elle d'assurer ^{effectivement} la protection et la sauvegarde d'intérêts fondamentaux tels que le respect des droits de l'Homme et la protection des intérêts fondamentaux de l'Etat ?

Alors que la compétence extraterritoriale personnelle de la loi française obéit à un régime juridique rigoureux (I), la tendance depuis quelques décennies est à l'universalisation de la loi française (II).

I - La compétence personnelle de la loi française : un régime juridique encadré

Il convient dans un premier temps de définir la compétence (A) puis d'étudier son régime juridique (B).

A - Définition

Il convient de distinguer la compétence personnelle active (1) et passive (2).

(1) la compétence personnelle active

Elle est définie à l'article 113-6 du Code pénal : la loi pénale s'applique aux crimes et délits commis par un français hors du territoire de la République. La compétence de la loi est donc ici subordonnée à la nationalité française de l'auteur.

ter de fait. Cet article ajoute en matière de délit une condition de réciprocité d'incrimination de acts commis dans le pays où ils ont été perpétrés. Cela écarte de punir en France un ressortissant français à raison de fait qui demeurent impunis dans le pays où ils ont été commis. Le principe souffre ^{néanmoins} d'exceptions.

② la compétence personnelle passive

Elle est définie à l'article 113-7 du Code pénal : la loi pénale française est applicable à tout crime ainsi qu'à tout délit puni d'emprisonnement, commis par un français ou par un étranger hors du territoire de la République lorsque la victime est de nationalité française au moment de l'infraction. Ce régime est particulièrement favorable à la victime car il lui permet que soit jugée en France l'affaire qui la concerne, dans une langue qu'elle comprend et en bénéficiant du régime très protecteur des victimes qu'offre le système pénal français.

La compétence personnelle de la loi française obéit à un régime juridique rigoureux.

B - Un régime juridique encadré

Pour actionner la compétence personnelle de la loi pénale française que nous venons de définir, des conditions rigoureuses doivent être remplies (1), lesquelles font néanmoins l'objet d'assouplissements légaux (2).

① les conditions de la compétence personnelle de la loi française

La première condition tient à la nationalité française de l'auteur ou de la victime de l'infraction commise à l'étranger.

Alors que pour la victime, cette condition de nationalité s'apprécie au moment de la commission des faits ; pour l'auteur elle s'apprécie au jour du jugement (art 113.6 C pénal). La seconde condition concerne l'auteur de l'infraction : il s'agit de la réciprocité d'incrimination des faits par la législation du pays où ils ont été perpétrés. Cette condition ne semble pas exister concernant les crimes, ce qu'a confirmé la jurisprudence. Les faits de crime étant si graves qu'ils justifient des poursuites en France alors même qu'ils ne sont pas réprimés dans l'Etat étranger.

Le droit français envisage encore l'activation de cette compétence personnelle de la loi pénale française à une double condition relative aux poursuites prévues à l'article 113.8 du C de pénal : il s'agit tout d'abord de la nécessité d'une plainte préalable de la victime ou de ses ayants-droits ou d'une dénonciation officielle par l'autorité du pays où le fait a été commis. En effet, la justice française ne s'"autosaist" pas de faits perpétrés à l'étranger. La jurisprudence précise que peu importe que la plainte ait été déposée en France ou à l'étranger dès lors qu'elle a été transmise aux autorités françaises (Cass Crim 24 novembre 1998). Ensuite, les poursuites des délits ne peuvent être exercées qu'à la requête du Ministère public, une plainte avec constitution de partie civile ne suffit pas à mettre en œuvre l'action publique. Cela s'explique par la difficulté à mener des investigations à l'étranger et à réserver les poursuites aux plaintes "sérieuses" pour lesquelles le Ministère public dispose d'éléments justifiant des poursuites.

Enfin l'article 113.9 du C de pénal rappelle que les poursuites ne peuvent être engagées que si la personne n'a pas été déjà jugée définitivement pour le même fait dans le pays où il ont été

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Complémentaire ENM 2nd grade

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



perpetrés. C'est l'application traditionnelle de la règle "non bis in idem". Les textes susvisés ne visent que le crime et délit, les contraventions ne sont donc pas concernées.

② les assouplissements au régime

Le premier assouplissement à ce régime tient aux infractions terroristes et à la condition de nationalité. En effet, l'article 113-13 du Code pénal issu de la loi du 21 décembre 2012 relative à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme prévoit que la loi pénale française s'applique en cette matière que les actes soient commis par une personne de nationalité française ou par une personne résidant habituellement en France. La condition de nationalité n'est donc plus exigée.

Le second assouplissement concerne les délits, en matière sexuelle, commis par une personne française ou résidant en France habituellement, à l'encontre d'un mineur, à l'étranger. Dans ce cas, la condition de réciprocité d'incrimination dans le pays où les faits sont commis disparaît et la condition préalable du dépôt d'une plainte ou d'une dénonciation officielle de l'état n'est pas applicable. Le but est ici de lutter contre le "tourisme sexuel" notamment dans les pays de Sud et asiatique.

À côté de cette compétence à raison de la nationalité française de l'auteur ou de la victime de l'infraction, la loi française bénéficie dans certains cas

N°

519

d'une compétence "universelle".

II La tendance croissante à l'universalisation de l'application de la loi pénale

Hormis les dispositions relatives aux aéronefs (113.11 C.pén) et aux infractions commises au délit de la 1^{re} territorialité (113.12 C.pén), la compétence universelle de la loi française s'organise autour de deux axes principaux : d'une part autour de la protection des libertés publiques et des droits fondamentaux (A), et d'autre part, la protection des intérêts supérieurs de la nation et le rôle de l'Etat (B).

A. La compétence universelle de la loi pénale = la protection des libertés publiques et des droits fondamentaux.

La loi française s'applique, sous certaines conditions, à un étranger, par un fait commis à l'étranger, dont elle refuse l'extradition (1), la compétence universelle de la loi française relève parfois de conventions internationales en vertu des articles 689 et suivants du Code de procédure pénale.

① La compétence de la loi française en cas de refus d'extradition

Elle est prévue à l'article 113.8-1 du Code pénal. Il apparaît logique que si la France refuse l'extradition, elle doit juger la personne concernée au risque que l'infraction reste impunie. L'extradition doit avoir été refusée tenant soit au caractère contraire à l'ordre public de la peine encourue dans l'état étranger, soit au non respect des droits

de la défense au caractère politique de l'infraction. La loi du 5 août 2013 relative à l'adaptation dans le domaine de la justice des engagements internationaux de la France ajoute que l'extradition peut avoir été refusée en considération de "l'existence d'une grande exceptionnelle en raison notamment de son âge ou de son état de santé". Cette disposition met notre droit pénal en adéquation avec les objectifs poursuivis par le Cour Européen des Droits de l'Homme.

Deux conditions sont prévues pour activer l'application de la loi pénale dans ce cas: le fait doit être qualifié de crime ou de délit puni d'au moins 5 ans d'emprisonnement et la poursuite de l'infraction ne peut être exercée qu'à la requête du Ministère public.

(2) La compétence universelle en vertu de conventions internationales de la loi française

Cette compétence est organisée aux articles 689 et suivants du Code de procédure pénale. Le Code de procédure pénale liste les conventions internationales qui donne compétence à la loi française, parmi lesquelles la Convention de New York du 10 décembre 1984 contre la torture ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ou encore la convention internationale pour la répression du financement du terrorisme de New York du 10 janvier 2000. Le Code vise pour chaque convention les infractions par lesquelles la loi pénale française s'applique. Sont concernés les auteurs ou ^{auteurs} complices ^{désignés} qui se trouvent en France. La doctrine tend à critiquer et anéantir de textes épars contraire à la lisibilité de la loi pénale.

La compétence universelle de la loi pénale tire parfois sa légitimité de la protection des intérêts supérieurs de la nation et de l'Etat de l'Etat.

① La compétence universelle de la loi française en cas d'atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation.

Cette compétence est organisée à l'article 113-10 du Code pénal. La loi pénale s'applique de manière universelle lorsque de telles atteintes sont portées à l'autorité de l'Etat (trahison, espionnage, atteinte aux institutions de la République, à l'intégrité du territoire...) ou à la production de fausse monnaie. La loi pénale française s'applique de la même manière aux crimes et délits commis contre les agents diplomatiques ou consulaires français. C'est ici la gravité des infractions qui justifie le caractère universel de l'application de la loi française c'est à dire quelle que soit la nationalité de l'auteur et alors même qu'une infraction n'est commise sur le territoire national.

② la protection de l'Etat de l'Etat, la lutte contre le terrorisme.

La lutte contre le terrorisme justifie une compétence élargie de la loi française. La loi Urvoas de mai 2015 visant à renforcer l'arsenal législatif de lutte contre le terrorisme va dans ce sens.

La compétence extraterritoriale de la loi française ne cesse de s'étendre, certains auteurs parlent même d'"internationalisation" de la

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Complémentaire ENM 2nd grade

Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



norme pénale. Si ces règles tentent à assurer l'effectivité de la protection d'intérêts fondamentaux que sont les libertés publiques et les droits de l'Homme, qu'en est-il réellement de la cyber-criminalité qui brouille l'existence de frontières territoriales.

N°

9/9